

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2017/11790]

29 MARS 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la procédure relative à l'agrément du titre professionnel particulier de pharmacien hospitalier

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé, l'article 88;

Vu l'arrêté royal du 22 octobre 2012 fixant la procédure relative à l'agrément du titre professionnel particulier de pharmacien hospitalier;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 décembre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 décembre 2016;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 60.879, donné le 15 février 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre-Président;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « Ministre » : le Ministre ayant les agréments des prestataires de soins de santé dans ses attributions;

2° « Administration » : la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique du Ministère de la Communauté française;

3° « loi » : loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé;

4° « titre professionnel particulier » : le titre professionnel particulier visé à l'article 86 de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé;

5° « Agrément » : l'agrément visé à l'article 86 de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé;

6° « Agrément provisoire » : l'agrément visé à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 22 octobre 2012 fixant les critères d'agrément du titre professionnel particulier de pharmacien hospitalier;

7° « Agrément complet » : l'agrément visé à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 22 octobre 2012 fixant les critères d'agrément du titre professionnel particulier de pharmacien hospitalier;

8° « Maître de stage » : le pharmacien hospitalier visé à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 22 octobre 2012 fixant les critères d'agrément du titre professionnel particulier de pharmacien hospitalier;

9° « Commission » : la Commission d'agrément des pharmaciens hospitaliers visée à l'article 2 du présent arrêté.

CHAPITRE 2. — De la Commission d'agrément

Section 1. — Composition et missions

Art. 2. Il est institué auprès du Ministère de la Communauté française une Commission d'agrément pour les pharmaciens hospitaliers.

Art. 3. La Commission a pour mission de :

1° donner au Ministre un avis sur toute demande d'agrément provisoire du titre particulier de pharmacien hospitalier ainsi que sur le plan de stage y relatif;

2° donner au Ministre un avis sur toute demande d'agrément complet du titre particulier de pharmacien hospitalier;

3° donner au Ministre un avis sur toute demande de prorogation d'agrément complet du titre particulier de pharmacien hospitalier;

4° donner au Ministre un avis sur tout retrait de l'agrément, tel qu'octroyé sur la base de l'article 72, § 1^{er}, de la loi;

de donner un avis d'initiative ou à la demande du Ministre, sur tout sujet relatif à l'agrément du titre professionnel particulier de pharmacien hospitalier.

Art. 4. La Commission est composée de :

1° six membres qui dispensent effectivement depuis au moins trois ans un enseignement en master de spécialisation en pharmacie hospitalière dans le secteur de l'enseignement universitaire;

2° six pharmaciens hospitaliers, agréés depuis au moins trois ans, représentants les associations professionnelles représentatives du secteur.

Pour être considérée comme association professionnelle représentative des pharmaciens hospitaliers l'association professionnelle satisfait aux conditions suivantes :

1° adopter la forme juridique d'une union professionnelle conformément à la loi du 31 mars 1898 sur les unions professionnelles ou d'une association sans but lucratif conformément la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les fondations, les partis politiques européens et les fondations politiques européennes;

2° avoir statutairement pour but de défendre les intérêts professionnels de tous les pharmaciens hospitaliers et de veiller à la qualité de l'exercice de l'art pharmaceutique;

3° s'adresser statutairement à tous les pharmaciens hospitaliers autorisés à pratiquer l'art pharmaceutique dans au moins deux des régions visées à l'article 3 de la Constitution;

4° percevoir statutairement une cotisation annuelle auprès des pharmaciens hospitaliers affiliés afin de couvrir les coûts de la représentation des membres;

5° compter au moins 750 membres ayant payé la cotisation annuelle complète;

6° s'engager à mettre à disposition de la Direction générale de l'Enseignement non Obligatoire et de la Recherche Scientifique, la liste de ses membres et de ses statuts.

La Commission peut également, si elle le juge utile, faire appel à des experts. Ceux-ci ont voix consultative.

Pour chaque membre effectif, un suppléant est nommé aux mêmes conditions que les membres effectifs.

Section 2. — Fonctionnement

Art. 5. § 1^{er}. Les membres de la Commission sont désignés sur la base d'une liste double proposée par les universités pour les membres visés à l'article 4, 1^o, et par les associations professionnelles représentatives des pharmaciens hospitaliers pour les membres visés à l'article 4, 2^o.

Les membres de la Commission sont nommés par le Ministre pour un terme renouvelable de quatre ans.

À l'échéance du mandat, les membres assument leur fonction jusqu'au renouvellement de leur mandat ou, le cas échéant, jusqu'à ce qu'il soit pourvu à leur remplacement, en application de l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Le Ministre peut mettre fin au mandat du membre de la Commission qui aura fait notoirement preuve d'un manque d'assiduité aux réunions ou d'un manque d'intérêt pour les missions qui lui sont confiées.

Est démissionnaire d'office le membre qui perd les qualités en raison desquelles il a été nommé.

En cas de décès, de démission ou de retrait du mandat d'un membre, le Ministre nomme un nouveau membre pour achever le mandat en cours.

§ 3. Lors de la première réunion qui suit la nomination des membres de la Commission, ceux-ci désignent, en leur sein, un président ainsi qu'un vice-président. Le Président est un pharmacien hospitalier.

§ 4. L'Administration assure le secrétariat de la Commission.

§ 5. Les membres de la Commission ainsi que les experts invités en vertu de l'article 4, alinéa 2, ont droit:

1° à un jeton de présence de dix euros par demi-journée; les membres fonctionnaires ne peuvent y prétendre que dans la mesure où leur présence aux séances entraîne des prestations en dehors de leurs heures normales de service;

2° au remboursement des frais de parcours, alloué conformément à la réglementation en vigueur pour les membres du personnel de rang 12 du Ministère de la Communauté française. Le montant maximum de l'indemnité correspond au coût d'un billet de chemin de fer en première classe.

Les membres de la Commission sont autorisés à faire usage de leur véhicule à moteur personnel pour les déplacements nécessités par leur participation aux réunions de la Commission. Ils bénéficient d'une indemnité égale au montant qui aurait été déboursé par la Communauté française en cas d'utilisation des moyens de transport en commun.

La Communauté française n'assume pas la couverture des risques résultant de l'utilisation, par les membres, de leur véhicule personnel.

Art. 6. § 1^{er}. Les réunions de la Commission sont dirigées par le Président ou, à défaut, par le vice-président. En l'absence des deux susnommés, le membre le plus âgé remplace le Président.

§ 2. La Commission ne délibère valablement qu'à la condition que la moitié au moins des membres soit présente.

Si le quorum n'est pas atteint, le Président ou, en son absence, le vice-président, convoque une nouvelle réunion avec le même ordre du jour. La Commission délibère alors valablement quel que soit le nombre des membres présents.

§ 3. La Commission se prononce à la majorité des membres présents. En cas de parité de voix, la voix du Président ou, en son absence, du vice-président, est prépondérante.

§ 4. Les avis de la Commission doivent être motivés en faits et en droit.

§ 5. Les délibérations de la Commission sont secrètes.

§ 6. La Commission élabore un règlement d'ordre intérieur qui est soumis, ainsi que ses modifications, à l'approbation du Ministre.

CHAPITRE 3. — De l'agrément

Section 1^{re} — De l'agrément provisoire

Art. 7. En vue d'un agrément provisoire du titre professionnel particulier de pharmacien hospitalier, le candidat introduit, pour approbation, son plan de stage à l'Administration par l'envoi du formulaire dont le modèle figure en annexe I, soit par courrier recommandé soit par voie électronique selon le procédé mis à disposition par l'Administration.

La demande est introduite au plus tard six mois après le début de la formation académique et est accompagnée de la convention que le candidat a conclue avec le service de stage et le maître de stage qui l'accompagneront dans l'accomplissement de son stage.

Le dossier de la demande comprend également toute autre pièce justificative établissant que le candidat satisfait aux critères d'agrément.

L'Administration accuse réception de la demande d'agrément dans un délai de trente jours.

Art. 8. Lorsque le dossier est complet, l'Administration transmet celui-ci pour avis à la Commission d'agrément.

Lorsque le dossier est incomplet, l'Administration demande à l'intéressé de lui fournir le(s) document(s) manquant(s). Si le candidat ne complète pas son dossier dans les trois mois de la demande, l'Administration peut clôturer la demande et en informe le candidat par envoi recommandé.

La Commission analyse le dossier de la demande sur la base des conditions fixées à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 22 octobre 2012 fixant les critères d'agrément du titre professionnel de pharmacien hospitalier.

Art. 9. La Commission se prononce sur le plan de stage dans les soixante jours à dater de la réception du dossier complet par l'Administration.

Art. 10. En cas d'avis favorable de la Commission sur le plan de stage, le Ministre ou son délégué délivre son approbation pour le plan de stage. Dans ce cas, le candidat est agréé provisoirement.

L'Administration transmet au candidat la décision dans un délai de trente jours.

Art. 11. § 1^{er}. En cas d'avis défavorable, l'Administration en informe le candidat dans un délai de trente jours par envoi recommandé suivant la réception de l'avis.

Lorsque le candidat ne conteste pas l'avis défavorable de la Commission, le Ministre ou son délégué rend sa décision sur la demande d'agrément.

§ 2. En cas de contestation de l'avis défavorable de la Commission, le candidat peut faire parvenir à l'Administration une note avec ses observations motivées dans un délai de trente jours suivant la réception de l'avis. Dans ce cas, la Commission réexamine le dossier. À la demande du candidat ou de la Commission, celui-ci peut être entendu par la Commission aux fins de fournir tous les renseignements utiles. Sauf cas d'urgence, il en est informé au moins quinze jours avant la réunion au cours de laquelle son dossier sera réexaminé.

Le candidat peut se faire assister d'un conseil. S'il ne comparait pas, la Commission statue sur pièces. En cas d'absence dûment justifiée, une nouvelle date d'audition est fixée.

La Commission peut maintenir son avis initial ou remettre un nouvel avis sur la base des éléments nouveaux.

§ 3. Le Ministre ou son délégué rend sa décision sur la base du dernier avis de la Commission.

§ 4. L'Administration communique au demandeur la décision du Ministre ou de son délégué dans un délai de trente jours. Lorsque la décision est négative, celle-ci est communiquée au demandeur par recommandé.

Art. 12. L'agrément provisoire commence à la date de la demande d'approbation du plan de stage. Le cachet de la poste fait foi.

Dès approbation du plan de stage, le candidat est inscrit sur la liste des pharmaciens hospitaliers provisoirement agréés.

Le pharmacien hospitalier provisoirement agréé est informé de la date de début de son agrément ainsi que de son inscription à la liste visée à l'alinéa 2.

L'agrément provisoire est valable pendant trois ans et peut être prolongé au maximum une fois par le Ministre ou son délégué pour une nouvelle période de trois ans, après avis de la Commission. Pour ce faire, le candidat adresse à l'Administration sa demande par lettre motivée, accompagnée du plan de stage ainsi que de la convention de stage signée avec le maître de stage et le service stage, pour la période de prolongation.

L'Administration accuse réception de la demande de prolongation dans un délai de trente jours.

Les dispositions des articles 8 à 11 sont mutatis mutandis applicables pour les demandes de prolongation de l'agrément provisoire.

Section 2. — Du stage

Art. 13. Le plan de stage ne peut être modifié que moyennant approbation préalable du Ministre ou de son délégué.

La demande de modification du plan de stage est introduite auprès de l'Administration soit par l'envoi du formulaire dont le modèle figure en annexe II, soit par courrier recommandé soit par voie électronique selon le procédé mis à disposition par l'Administration.

Les dispositions des articles 8 à 11 sont mutatis mutandis applicables pour les demandes de modification du plan de stage.

Après avis de la Commission, le Ministre ou son délégué rend sa décision.

Art. 14. La convention de stage ne peut être unilatéralement modifiée ni par le maître de stage, ni par le pharmacien hospitalier provisoirement agréé.

Art. 15. § 1^{er}. Le stage est réalisé de manière ininterrompue.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le Ministre ou son délégué peut accorder, dans le cadre de circonstances exceptionnelles, une interruption après avis de la Commission. À cette fin, le stagiaire adresse à l'Administration la demande d'interruption du stage en indiquant les raisons. En cas d'accord du Ministre, le stage est prolongé au prorata de la durée d'interruption.

§ 3. Dans tous les cas, le stagiaire a droit au cours de sa formation effective à une interruption sans prolongation du stage pendant la durée légale de congé de maternité, comme défini dans la loi du 16 mars 1971 sur le travail, ainsi que pendant la durée légale de congé palliatif, comme défini dans la loi du 22 janvier 1985 de redressement contenant des dispositions sociales. Dans ce cas, le stage est prolongé au prorata de la partie de l'interruption qui dépasse la durée légale du congé.

Le stagiaire a également droit au cours de sa formation effective à une interruption pour raisons médicales. Dans ce cas, la Commission évalue la durée maximale de l'interruption sans prolongation du stage.

Dans les cas visés aux alinéas 1 et 2, le stagiaire communique à l'Administration un certificat médical prouvant le motif de l'interruption.

§ 4. Dans les cas visés aux paragraphes 2 et 3, le stagiaire formule, en accord avec son maître de stage, une proposition de prolongation de stage pour la partie de l'interruption qui dépasse la durée légale de congé de maternité ou de congé palliatif. La proposition de prolongation est soumise pour approbation au Ministre qui prend une décision en la matière après avis de la Commission.

§ 5. Les dispositions des articles 8 à 11 sont mutatis mutandis applicables pour les demandes d'interruption et de prolongation de stage.

Art. 16. Au moins une fois par an, dans les trois mois suivant la date anniversaire de l'entrée en stage, le maître de stage remet un rapport de stage ainsi qu'un rapport d'évaluation au Ministre.

Lorsque le maître de stage ne communique pas le rapport de stage ou le rapport d'évaluation dans les délais fixés à l'alinéa 1^{er}, la Commission peut charger un ou plusieurs de ses membres et un fonctionnaire de l'Administration de procéder à une enquête. Le cas échéant, cette mission peut être menée sur place.

Le rapport de stage ainsi que le rapport d'évaluation sont transmis à l'Administration soit par courrier recommandé soit par voie électronique selon le procédé mis à disposition par l'Administration.

Art. 17. Si le maître de stage juge au cours ou à la fin de la période de stage que le candidat n'est pas apte à exercer la fonction de pharmacien hospitalier, il en fait part au stagiaire et à la Commission, en indiquant les motifs sur lesquels il fonde son appréciation.

La Commission entend les deux parties. Si dûment convoquées, l'une ou l'autre partie ne comparait pas, la Commission statue sur pièces. En cas d'absence justifiée, une nouvelle date d'audition est fixée.

Si le maître de stage maintient son point de vue, la Commission charge dans les soixante jours qui suivent l'audition un ou plusieurs de ses membres et un fonctionnaire de l'Administration de procéder à une enquête. Le cas échéant, cette mission peut être menée sur place.

Après avoir pris connaissance du rapport d'enquête, la Commission émet soit l'avis de mettre fin au stage ou à la partie du stage, soit l'avis de procéder à un changement de maître de stage. Dans ce dernier cas, elle indique dans quelle mesure le stage effectué chez le premier maître de stage comptera pour le calcul de la durée totale du stage.

La Commission communique son avis au maître de stage et au candidat dans les trente jours. Le Ministre ou son délégué rend sa décision.

Lorsque le Ministre décide de procéder à un changement de maître de stage, le candidat propose un nouveau maître de stage. Le candidat soumet, en accord avec le nouveau maître de stage, une modification du plan de stage pour approbation du Ministre ou de son délégué après avis de la Commission.

Cette modification est adressée à l'Administration soit par l'envoi du formulaire dont le modèle figure en annexe II, soit par voie électronique selon le procédé mis à disposition par l'Administration.

Les dispositions des articles 8 à 11 sont mutatis mutandis applicables pour les demandes de modification de plan de stage suite au changement de maître de stage.

Si le nouveau maître de stage émet un avis défavorable après l'exécution du plan de stage modifié, le Ministre ou son délégué met fin à la formation du candidat sans procédure d'enquête et ce dernier perd son agrément provisoire. L'administration en informe le candidat dans les trente jours par recommandé.

Section 3. — De l'agrément complet

Art. 18. La demande d'agrément complet visant à porter le titre professionnel particulier de pharmacien hospitalier est adressée à l'Administration par l'envoi du formulaire dont le modèle figure en annexe III, soit par courrier recommandé soit par voie électronique selon le procédé mis à disposition par l'Administration.

L'agrément complet est demandé au plus tard dans les trois mois précédant la fin du stage visé à l'article 8. En cas de retard, le stage est prolongé et le candidat doit introduire une modification du plan de stage conformément à l'article 13.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le migrant visé à l'article 103 de la loi qui n'a pas accompli son stage en Belgique n'est pas tenu par un délai pour l'introduction d'une demande d'agrément complet.

La demande d'agrément complet est accompagnée de toute pièce justificative établissant que le candidat satisfait aux critères d'agrément.

L'Administration accuse réception de la demande d'agrément dans un délai de trente jours.

Art. 19. § 1^{er} Lorsque le dossier est complet, l'Administration transmet celui-ci pour avis à la Commission d'agrément.

§ 2. Lorsque le dossier est incomplet, l'Administration demande à l'intéressé de lui fournir le(s) document(s) manquant(s). Si le candidat ne complète pas son dossier dans les trois mois de la demande, l'Administration peut clôturer la demande et en informe le candidat par envoi recommandé.

§ 3. La Commission analyse le dossier de la demande sur la base des conditions fixées à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 22 octobre 2012 fixant les critères d'agrément du titre professionnel de pharmacien hospitalier.

En vue de l'évaluation visée à l'alinéa précédent, la Commission se fonde sur :

- 1° les rapports de stage et des pièces justificatives y afférentes;
- 2° les rapports d'évaluation motivés rédigés par le ou les maître(s) de stage sur l'organisation, le fonctionnement et l'évaluation du stagiaire;
- 3° les carnets de stage;
- 4° le diplôme de master de spécialisation en pharmacie hospitalière.

Art. 20. La Commission se prononce sur la demande d'agrément dans les soixante jours à dater de la réception du dossier complet par l'Administration.

La Commission statue sur pièces. Si elle estime que celles-ci ne démontrent pas que les conditions d'agrément sont remplies, elle peut décider de surseoir au prononcé de l'avis. Dans ce cas, elle demande à l'intéressé des éléments complémentaires et peut l'inviter à être entendu lors d'une de ses réunions ultérieures.

L'Administration communique cette décision au candidat dans un délai de trente jours. Sauf en cas d'urgence, le candidat est invité au moins quinze jours avant la réunion au cours de laquelle son dossier sera réexaminé.

Le candidat peut se faire assister d'un conseil. Si le candidat, dûment convoqué, ne comparait pas, la Commission statue sur pièces. En cas d'absence justifiée, une nouvelle date d'audition est fixée.

Art. 21. § 1^{er}. En cas d'avis favorable de la Commission, le Ministre ou son délégué rend sa décision sur la base de celui-ci.

En cas d'avis défavorable de la Commission, l'Administration en informe le candidat par recommandé dans un délai de trente jours suivant la réception de l'avis.

§ 2. Lorsque le candidat ne conteste pas l'avis défavorable de la Commission, le Ministre ou son délégué rend sa décision sur la demande du candidat.

§ 3. En cas de contestation de l'avis défavorable de la Commission, le candidat peut faire parvenir à l'Administration une note avec ses observations motivées dans un délai de trente jours suivant la réception de l'avis. Dans ce cas, la Commission réexamine le dossier. A la demande du candidat ou de la Commission, celui-ci peut être entendu par la Commission aux fins de fournir tous les renseignements utiles. Sauf cas d'urgence, il en est informé au moins quinze jours avant la réunion au cours de laquelle son dossier sera réexaminé.

Le candidat peut se faire assister d'un conseil. S'il ne comparait pas, la Commission statue sur pièces. En cas d'absence dûment justifiée, une nouvelle date d'audition est fixée.

La Commission peut maintenir son avis initial ou remettre un nouvel avis sur la base des éléments nouveaux.

Le Ministre ou son délégué rend sa décision sur la base du dernier avis de la Commission.

Art. 22. L'Administration communique au demandeur la décision du Ministre ou de son délégué dans un délai de trente jours. Lorsque la décision est négative, celle-ci est communiquée au demandeur par recommandé.

Art. 23. L'agrément complet du titre professionnel particulier de pharmacien hospitalier est délivré pour une période renouvelable de cinq ans.

Sauf les cas visés aux articles 25, alinéa 2, et 31, l'agrément complet ne peut être délivré qu'une seule fois.

Art. 24. Le pharmacien hospitalier qui reçoit un agrément complet du titre professionnel particulier de pharmacien hospitalier est inscrit par l'Administration sur la liste des pharmaciens hospitaliers complètement agréés. Celui-ci reçoit dans ce cas une attestation indiquant qu'il dispose d'un agrément complet avec mention de la date à laquelle l'agrément a pris cours.

Section 4. — De la prorogation de l'agrément

Art. 25. La demande de prorogation de l'agrément complet du titre professionnel particulier de pharmacien hospitalier est introduite six mois avant l'expiration de l'agrément par l'envoi du formulaire dont le modèle figure en annexe IV soit par courrier recommandé soit par voie électronique selon le procédé mis à disposition par l'Administration.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le Ministre ou son délégué peut, après avis de la Commission, autoriser un nouvel agrément complet si le pharmacien hospitalier n'a pas demandé une prorogation de son agrément dans le délai imparti. Le pharmacien hospitalier doit, pour ce faire, introduire une demande motivée auprès du Ministre. Le Ministre ou son délégué pourra le cas échéant faire dépendre le nouvel agrément complet de la poursuite d'un programme de formation ad hoc complet.

La demande de prorogation est accompagnée de toute pièce justificative établissant que le candidat satisfait aux critères de prorogation de l'agrément fixés aux articles 14 à 16 de l'arrêté ministériel du 22 octobre 2012 fixant les critères d'agrément du titre professionnel particulier de pharmacien hospitalier.

L'Administration envoie à l'intéressé un accusé de réception de sa demande de prorogation dans un délai de trente jours.

Art. 26. Lorsque le dossier est complet l'Administration transmet à la Commission pour avis la demande de prorogation de l'agrément complet du titre professionnel particulier de pharmacien hospitalier.

Lorsque le dossier est incomplet, l'Administration demande à l'intéressé de lui fournir le(s) document(s) manquant(s). Si le candidat ne complète pas son dossier dans les trois mois de la demande, l'Administration peut clôturer la demande et en informe le candidat par envoi recommandé.

Art. 27. § 1. La Commission se prononce sur la prorogation de l'agrément complet dans les soixante jours à dater de la réception du dossier complet par l'Administration.

En cas d'avis favorable de la Commission sur la prorogation de l'agrément complet, le Ministre ou son délégué rend sa décision sur la base de celui-ci.

En cas d'avis défavorable, l'Administration en informe l'intéressé dans un délai de trente jours par envoi recommandé suivant la réception de l'avis.

Lorsque l'intéressé ne conteste pas l'avis défavorable de la Commission, le Ministre ou son délégué rend sa décision sur la demande d'agrément.

§ 2. En cas de contestation de l'avis défavorable de la Commission, l'intéressé peut faire parvenir à l'Administration une note avec ses observations motivées dans un délai de trente jours suivant la réception de l'avis. Dans ce cas, la Commission réexamine le dossier. À la demande de l'intéressé ou de la Commission, celui-ci peut être entendu par la Commission aux fins de fournir tous les renseignements utiles. Sauf cas d'urgence, il en est informé au moins quinze jours avant la réunion au cours de laquelle son dossier sera réexaminé.

L'intéressé peut se faire assister d'un conseil. S'il ne comparait pas, la Commission statue sur pièces. En cas d'absence dûment justifiée, une nouvelle date d'audition est fixée.

La Commission peut maintenir son avis initial ou remettre un nouvel avis sur la base des éléments nouveaux.

Le Ministre ou son délégué rend sa décision sur la base du dernier avis de la Commission.

Art. 28. L'Administration communique au demandeur la décision du Ministre ou de son délégué dans un délai de trente jours. Lorsque la décision est négative, celle-ci est communiquée au demandeur par recommandé.

Art. 29. La prorogation de l'agrément complet du titre professionnel particulier de pharmacien hospitalier est délivrée pour une durée de cinq ans.

Section 5. — De la renonciation et du retrait d'agrément

Art. 30. Le pharmacien hospitalier qui ne désire plus bénéficier de l'agrément octroyé est tenu d'en informer par écrit l'Administration. Dans ce cas, le Ministre ou son délégué retire l'agrément.

L'Administration en informe l'intéressé par envoi recommandé dans un délai de trente jours.

Art. 31. § 1^{er}. Lorsque le pharmacien hospitalier ne répond plus aux critères d'agrément, le Ministre ou son délégué retire l'agrément soit de sa propre initiative, soit sur la proposition de la Commission.

Avant toute mesure de retrait d'agrément, l'Administration en informe l'intéressé par envoi recommandé et sollicite l'avis de la Commission.

Lorsque l'intéressé ne conteste pas, la Commission statue sur pièces.

En cas de contestation, l'intéressé communique ses observations dans un délai trente jours suivant la réception de l'envoi recommandé. La Commission examine le dossier.

A sa demande ou à celle de la Commission, l'intéressé est entendu par la Commission aux fins de fournir tous renseignements utiles. Sauf cas d'urgence, il en est informé au moins quinze jours avant la réunion au cours de laquelle sont dossier sera examiné.

L'intéressé peut se faire assister d'un conseil. S'il ne comparait pas, la commission statue sur pièces. En cas d'absence dûment justifiée, une nouvelle date d'audition est fixée.

L'intéressé peut, à sa demande ou à celle de son conseil, avoir accès à son dossier administratif durant le délai dont il dispose en vertu du paragraphe 1^{er}, alinéas 4 et 5.

Le Ministre ou son délégué statue sur la demande de l'intéressé sur la base de l'avis rendu par la Commission.

§ 2. L'Administration communique au demandeur la décision du Ministre ou de son délégué dans un délai de trente jours. Lorsque la décision est négative, celle-ci est communiquée au demandeur par recommandé.

Art. 32. Le pharmacien hospitalier qui a renoncé à son agrément conformément à l'article 30 ou dont l'agrément a été retiré, peut introduire endéans les cinq années suivant la renonciation ou le retrait une nouvelle demande d'agrément conformément aux dispositions du chapitre 3, section 3. .

Le Ministre ou son délégué pourra le cas échéant faire dépendre le nouvel agrément complet de la poursuite d'un programme de formation ad hoc complet.

CHAPITRE 4. — Dispositions finales

Art. 33. Les avis rendus dans la matière régie par le présent arrêté par les membres francophones de la Commission d'agrément des pharmaciens hospitaliers visé à l'article 31 de l'arrêté royal du 22 octobre 2012 fixant la procédure relative à l'agrément du titre professionnel particulier de pharmacien hospitalier entre le 1^{er} janvier 2016 et la date de nomination des membres visés à l'article 4 du présent arrêté sont réputés avoir été rendus par la Commission instituée au chapitre 2 du présent arrêté .

Art. 34. Les dossiers qui sont déjà en cours d'examen à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont traités conformément au présent arrêté.

Art. 35. A l'article 2 de l'arrêté royal du 22 octobre 2012 fixant la procédure relative à l'agrément du titre professionnel particulier de pharmacien hospitalier, le point 1^o est abrogé.

Art. 36. Dans le même arrêté, le chapitre 2, comprenant les articles 4 à 21, est abrogé.

Art. 37. A l'article 34 du même arrêté, les points 1^o et 2^o sont abrogés.

Art. 38. Les articles 37 et 38 du même arrêté sont abrogés.

Art. 39. Les articles 46 à 49 du même arrêté sont abrogés.

Art. 40. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication.

Art. 41. Le Ministre ayant l'agrément des professions des soins de santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 mars 2017.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Annexe 1

DEMANDE D'APPROBATION DE PLAN DE STAGE COMME PHARMACIEN HOSPITALIER
(Agrément provisoire)

Formulaire à envoyer par recommandé à l'adresse suivante :

RESERVE A L'ADMINISTRATION Date d'introduction :

<p>Ministère de la Communauté française Administration générale de l'Enseignement (AGE) Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique (DGENORS) Direction de l'agrément des prestataires de soins de santé Rue Adolphe Lavallée, 1 1080 Bruxelles Bureau 5F504</p>

À compléter **en lettres majuscules** par le (la) candidat(e)

NOM (de jeune fille pour les femmes mariées):

PRENOM:

ADRESSE

Rue + n°:

Code postal + Commune:

TELEPHONE:

E-MAIL:

NATIONALITE:

LIEU ET DATE DE NAISSANCE:

DIPLOME de Master complémentaire en pharmacie hospitalière

UNIVERSITE :

DATE:

Visa de la Commission Médicale Provinciale (voir diplôme visé) Date :	Numéro : Province :
--	------------------------

Inscription auprès de l'Ordre des Pharmaciens Date :	Numéro : Province :
---	------------------------

Documents à joindre:

- Copie du diplôme légal de pharmacien ;
- Preuve d'inscription à la formation académique visant à l'obtention du master de spécialisation en pharmacie hospitalière ;
- Convention de stage que le candidat a conclue avec le service de stage et le maître de stage ;
- Preuve (provisoire) d'inscription auprès de l'Ordre des Pharmaciens.

PLAN DE STAGE

Début		Durée en mois		Fin		Maître de stage	Service de stage / Institution		Signature du maître de stage
Total en mois									

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2017 fixant la procédure relative à l'agrément du titre professionnel particulier de pharmacien hospitalier

Bruxelles, le 29 mars 2017.

**Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE**

Annexe 2

DEMANDE DE MODIFICATION DE PLAN DE STAGE COMME PHARMACIEN HOSPITALIER
(Agrément provisoire)

Formulaire à envoyer par recommandé à l'adresse suivante :

RESERVE A L'ADMINISTRATION Date d'introduction :

<p>Ministère de la Communauté française Administration générale de l'Enseignement (AGE) Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique (DGENORS) Direction de l'agrément des prestataires de soins de santé Rue Adolphe Lavallée, 1 1080 Bruxelles Bureau 5F504</p>

À compléter **en lettres majuscules** par le (la) candidat(e)

NOM (de jeune fille pour les femmes mariées):

PRENOM:

ADRESSE

Rue + n°:

Code postal + Commune:

TELEPHONE:

E-MAIL:

NATIONALITE:

LIEU ET DATE DE NAISSANCE:

Visa de la Commission Médicale Provinciale (voir diplôme visé) Date :				Numéro : Province :
--	--	--	--	------------------------

Inscription auprès de l'Ordre des Pharmaciens Date :				Numéro : Province
--	--	--	--	----------------------

PLAN DE STAGE

Début		Durée en mois		Fin		Maître de stage	Service de stage / Institution		Signature du maître de stage	
Total en mois										

Date :
Signature :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2017 fixant la procédure relative à l'agrément du titre professionnel particulier de pharmacien hospitalier
Bruxelles, le 29 mars 2017.

**Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE**

Annexe 3

DEMANDE D'AGREMENT COMME PHARMACIEN HOSPITALIER (agrément complet)

Formulaire à envoyer par recommandé à l'adresse suivante :

RESERVE A L'ADMINISTRATION

Date d'introduction :

Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles
Administration générale de l'Enseignement (AGE) Direction générale de l'Enseignement non
obligatoire et de la Recherche scientifique (DGENORS)
Direction de l'agrément des prestataires de soins de santé
Rue Adolphe Lavallée, 1 | 1080 Bruxelles
Bureau 5F504

À compléter **en lettres majuscules** par le (la) candidat(e)

NOM (de jeune fille pour les femmes mariées):

PRENOM:

ADRESSE

Rue + n°:

Code postal + Commune:

TELEPHONE:

E-MAIL:

NATIONALITE:

LIEU ET DATE DE NAISSANCE:

DIPLÔME de Master de spécialisation en pharmacie hospitalière

UNIVERSITE :

DATE:

Documents à joindre :

- Copie du diplôme légal de pharmacien
- Copie du diplôme de Master de spécialisation en pharmacie hospitalière
- Attestation(s) finale(s) du / des maître(s) de stage
- Carnet de stage final

NOM
PRENOM

PERIODE DE STAGE

Début		Durée en mois	Fin		Maître de stage	Service de stage/Institution
Total en						
mois						

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2017 fixant la procédure relative à l'agrément du titre professionnel particulier de pharmacien hospitalier
Bruxelles, le 29 mars 2017.

**Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE**

Annexe 4

Formulaire de demande de prorogation de l'agrément comme pharmacien hospitalier

Formulaire à envoyer par recommandé à l'adresse suivante :

RESERVE A L'ADMINISTRATION
Date d'introduction :

Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles
Administration générale de l'Enseignement (AGE)
Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique
(DGENORS)
 Direction de l'agrément des prestataires de soins de santé
Rue Adolphe Lavallée, 1 | 1080 Bruxelles
Bureau 5F504

À compléter **en lettres majuscules** par le (la) candidat(e)**Identification du demandeur**

Nom :

Prénom :

Adresse :

N° : Boîte :

Code postal : Commune :

Téléphone/GSM :

Fax :

E-mail :

Numéro d'agrément comme pharmacien hospitalier :

Date d'agrément comme pharmacien hospitalier :

Lieu de travail actuel du demandeur

Dénomination :

Adresse :

N° : Boîte :

Code postal : Commune :

Téléphone/GSM : Fax :

E-mail :

Régime de travail : à temps plein / à temps partiel

RESERVE A
L'ADMINISTRATION

Informations concernant votre agrément complet

Date début d'agrément :

Numéro d'agrément :

Avez-vous interrompu vos activités de pharmacien hospitalier au cours des cinq années précédentes ?

Oui / Non Si oui : durée de l'interruption :

Documents à joindre :

- Preuve d'inscription auprès de l'Ordre des Pharmaciens en Belgique ;

Combien de points dois-je avoir pour un agrément complet?

Vous devez prouver que vous avez obtenu au moins **120 points**. Sur ces 120 points, **60 points** doivent avoir été obtenus selon la clé de répartition suivante :

- 15 points dans le module 1 (organisation et gestion des hôpitaux)
- 15 points dans le module 2 (lutte contre les infections et prévention)
- 15 points dans le module 3 (pharmacothérapie)
- 15 points dans les modules 4 & 5 (technologie hospitalière et radiopharmaceutique)

Les pièces justificatives afférentes aux points que vous avez obtenus doivent être jointes à la demande.

Date :

Prénom + Nom :

Signature :

Suite à la sixième réforme de l’Etat, l’agrément des prestataires des soins de santé relève depuis le 1^{er} juillet 2014 de la compétence des communautés (française, flamande et germanophone).

L’approbation des formations continues quant à elle reste de la compétence de l’autorité fédérale (Direction générale des Soins de Santé du SPF Santé publique).

Vous trouverez toutes les informations relatives aux formations continues approuvées par la Commission d’agrément compétente sur le site web www.health.fgov.be.

Tableau relatif aux points d’accréditation obtenus

Nom et prénom du demandeur:						
			Nombre de points			
Date formation	Numéro formation	Dénomination de la formation	Module 1	Module 2	Module 3	Module 4/5
			Total par module :			
			Total :			

Nom et prénom du demandeur:	
Les formations qui font partie du plan de développement personnel	Nombre de points

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/11790]

29 MAART 2017. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de procedure betreffende de erkenning van de bijzondere beroepstitel van ziekenhuisapotheker

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, artikel 88;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 oktober 2012 tot vaststelling van de procedure voor de erkenning van de bijzondere beroepstitel van ziekenhuisapotheker;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 december 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 19 december 2016;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 60.879, gegeven op 15 februari 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister-president;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° «Minister»: de Minister bevoegd voor de erkenning van gezondheidszorgverleners;

2° «Administratie»: de Algemene directie Niet-Verplicht Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

3° «wet»: de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van gezondheidszorgberoepen;

4° «bijzondere beroepstitel»: de bijzondere beroepstitel bedoeld bij artikel 86 de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen;

5° «Erkenning»: de erkenning bedoeld bij artikel 86 van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen;

6° «Voorlopige erkenning»: de erkenning bedoeld bij artikel 3 van het ministerieel besluit van 22 oktober 2012 tot vaststelling van de erkenningscriteria voor de bijzondere beroepstitel van ziekenhuisapotheker;

7° «Volledige erkenning»: de erkenning bedoeld bij artikel 12 van het ministerieel besluit van 22 oktober 2012 tot vaststelling van de erkenningscriteria voor de bijzondere beroepstitel van ziekenhuisapotheker;

8° «Stagemeester»: de ziekenhuisapotheker bedoeld bij artikel 19 van het ministerieel besluit van 22 oktober tot vaststelling van de erkenningscriteria voor de bijzondere beroepstitel van ziekenhuisapotheker;

9° «Commissie»: de Erkenningscommissie voor ziekenhuisapothekers bedoeld bij artikel 2 van dit besluit.

HOOFDSTUK 2. — *Erkenningscommissie**Afdeling 1. — Samenstelling en opdrachten*

Art. 2. Er wordt bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap een Erkenningscommissie voor de ziekenhuisapothekers opgericht.

Art. 3. De Commissie heeft tot opdracht :

1° de Minister een advies te verlenen over elke aanvraag om voorlopige erkenning van de bijzondere beroepstitel van ziekenhuisapotheker alsook over het stageplan dat erbij hoort;

2° de Minister een advies te verlenen over elke aanvraag om volledige erkenning van de bijzondere beroepstitel van ziekenhuisapotheker;

3° de Minister een advies te verlenen over elke aanvraag om verlenging van de volledige erkenning van de bijzondere beroepstitel van ziekenhuisapotheker;

4° de Minister een advies te verlenen over elke aanvraag om intrekking van de erkenning, zoals toegekend op basis van artikel 72, § 1, van de wet;

5° de Minister op eigen initiatief of op aanvraag van de Minister een advies te verlenen over elk onderwerp betreffende de erkenning van de bijzondere beroepstitel van ziekenhuisapotheker.

Art. 4. De Commissie bestaat uit :

1° zes leden die effectief sedert minstens drie jaar onderwijs in de specialisatiemaster ziekenhuisapothek verstreken in de sector van het universitair onderwijs;

2° zes ziekenhuisapothekers, erkend sedert minstens drie jaar, die de representatieve beroepsverenigingen van de sector vertegenwoordigen.

Om als representatieve beroepsvereniging van de ziekenhuisapothekers beschouwd te worden, moet de beroepsvereniging aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° de rechtsvorm hebben van een beroepsvereniging overeenkomstig de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen of een vereniging zonder winstoogmerk overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de stichtingen en de Europese politieke partijen en stichtingen;

2° statutair de behartiging tot doel hebben van de beroepsbelangen van alle ziekenhuisapothekers en voor de kwaliteit van de beoefening van de farmaceutische kunst zorgen;

3° zich statutair tot alle ziekenhuisapothekers richten die ertoe gemachtigd worden de farmaceutische kunst te beoefenen in minstens twee van de gewesten bedoeld bij artikel 3 van de Grondwet;

4° statutair een jaarlijkse bijdrage innen bij de aangesloten ziekenhuisapothekers om de kosten te dekken van de vertegenwoordiging van de leden;

5° minstens 750 leden tellen die de volledige jaarlijkse bijdrage hebben betaald;

6° zich ertoe verbinden de lijst van haar leden en haar statuten ter beschikking te stellen van de Algemene directie Niet-Verplicht Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek.

De Commissie kan tevens, indien ze dit nodig acht, een beroep doen op deskundigen. Deze hebben raadgevende stem.

Voor elk werkend lid, wordt een plaatsvervanger benoemd onder dezelfde voorwaarden als de werkende leden.

Afdeling 2. — Werking

Art. 5. § 1. De leden van de Commissie worden aangewezen op basis van een dubbele lijst voorgedragen door de universiteiten voor de leden bedoeld bij artikel 4, 1°, en door de representatieve beroepsverenigingen van de ziekenhuisapothekers voor de leden bedoeld bij artikel 4, 2°.

De leden van de Commissie worden door de Minister benoemd voor een hernieuwbare periode van vier jaar.

Bij het verstrijken van hun mandaat, blijven de leden hun ambt bekleden totdat ze vervangen worden, met toepassing van het eerste lid.

§ 2. De Minister kan een einde stellen aan het mandaat van het lid van de Commissie dat kennelijk een gebrek aan aanwezigheid op de vergaderingen zal hebben vertoond of aan belangstelling voor de hem toevertrouwde opdrachten.

Wordt van ambtswege als ontslagnemend beschouwd, het lid dat de hoedanigheden verliest waarvoor het benoemd werd.

Bij overlijden, ontslagindiening of intrekking van het mandaat van een lid, benoemt de Minister een nieuw lid om het mandaat te voleindigen.

§ 3. Tijdens de eerste vergadering na de benoeming van de leden van de Commissie, wijzen zij, in hun midden, een voorzitter alsook een ondervoorzitter. De Voorzitter is een ziekenhuisapotheker.

§ 4. De Administratie neemt het secretariaat van de Commissie waar.

§ 5. De leden van de Commissie alsook de krachtens artikel 4, tweede lid, uitgenodigde deskundigen, hebben recht op:

1° een presentiegeld waarvan het bedrag op tien euro per halve dag wordt bepaald; de leden-ambtenaren kunnen er enkel recht op hebben in de mate dat hun aanwezigheid op de vergaderingen prestaties veroorzaakt buiten hun normale diensturen;

2° de terugbetaling van verplaatsingskosten, toegekend overeenkomstig de geldende reglementering voor de personeelsleden van rang 12 van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. Het maximumbedrag van de vergoeding stemt overeen met de prijs van een treinbiljet eerste klasse.

De leden van de Commissie worden ertoe gemachtigd gebruik te maken van hun persoonlijke motorvoertuig voor de verplaatsingen die voortvloeien uit hun deelname aan de vergaderingen van de Commissie. Ze genieten een vergoeding die gelijk is aan het bedrag dat door de Franse Gemeenschap betaald zou moeten worden als ze gemeenschappelijke vervoersmiddelen hadden gebruikt.

De Franse Gemeenschap zorgt niet voor de dekking van risico's voortvloeiend uit het gebruik, door de leden, van hun persoonlijke voertuig.

Art. 6. § 1. De vergaderingen van de Commissie worden door de Voorzitter geleid of, bij gebreke daaraan, door de ondervoorzitter. In afwezigheid van beide genoemde personen vervangt het oudste lid de Voorzitter.

§ 2. De Commissie beraadslaagt en beslist enkel geldig indien minstens de helft van de leden aanwezig is.

Indien het quorum niet bereikt wordt, roept de Voorzitter of, in zijn afwezigheid, de ondervoorzitter, een nieuwe vergadering samen met dezelfde agenda. De Commissie beraadslaagt en beslist dan geldig wat ook het aantal aanwezige leden is.

§ 3. De Commissie neemt haar beslissing bij de meerderheid der aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de Voorzitter, of in zijn afwezigheid, van de ondervoorzitter, beslissend.

§ 4. De adviezen van de Commissie moeten in feite en in rechte met redenen omkleed worden.

§ 5. De beraadslagingen van de Commissie blijven geheim.

§ 6. De Commissie stelt een huishoudelijk reglement op dat, na de wijzigingen ervan, de Minister ter goedkeuring wordt voorgelegd.

HOOFDSTUK 3 –Erkenning

Afdeling 1. — Voorlopige erkenning

Art. 7. Met het oog op de voorlopige erkenning van de bijzondere beroepstitel van ziekenhuisapotheker, dient de kandidaat zijn stageplan, ter goedkeuring, bij de Administratie in door het toezenden van het formulair als bijlage I bij dit besluit, ofwel per aangetekend schrijven of elektronisch volgens het door de Administratie ter beschikking gesteld procedé.

De aanvraag wordt ingediend ten laatste zes maanden na het begin van de academische opleiding en gaat samen met de overeenkomst gesloten tussen de kandidaat en de stagedienst en de stagemester die de kandidaat zullen begeleiden bij het volbrengen van zijn stage.

Het dossier van de aanvraag omvat tevens elk ander verantwoordingsstuk waarbij gestaafd wordt dat de kandidaat aan de erkenningscriteria voldoet.

De Administratie bericht ontvangst van de aanvraag om erkenning binnen een termijn van dertig dagen.

Art. 8. Wanneer het dossier volledig is, zendt de Administratie het om advies aan de Erkenningscommissie.

Wanneer het dossier onvolledig is, vraagt de Administratie aan de betrokkene haar de ontbrekende documenten toe te zenden. Indien de kandidaat zijn dossier binnen de drie maanden van de aanvraag niet aanvult, kan de Administratie de aanvraag sluiten en geeft er bericht aan de kandidaat bij aangetekend schrijven van.

De Commissie onderzoekt het dossier van de aanvraag op basis van de voorwaarden bepaald in artikel 3 van het ministerieel besluit van 22 oktober 2012 tot vaststelling van de erkenningscriteria voor de bijzondere beroepstitel van ziekenhuisapotheker.

Art. 9. De Commissie spreekt zich uit over het stageplan binnen de zestig dagen vanaf de ontvangst van het volledige dossier van de Administratie.

Art. 10. In geval van gunstig advies van de Commissie over het stageplan, geeft de Minister of zijn afgevaardigde zijn goedkeuring voor het stageplan. In dat geval, wordt de kandidaat voorlopig erkend.

De Administratie zendt aan de kandidaat de beslissing over binnen een termijn van dertig dagen.

Art. 11. § 1. In geval van een ongunstig advies, geeft de Administratie er bericht van aan de kandidaat bij aangetekend schrijven binnen een termijn van dertig dagen volgend op de ontvangst van het advies.

Wanneer de kandidaat het ongunstig advies van de Commissie niet betwist, neemt de Minister of zijn afgevaardigde zijn beslissing over de aanvraag om erkenning.

§ 2. In geval van betwisting van het ongunstig advies van de Commissie, kan de kandidaat de Administratie een nota toesturen met zijn met redenen omklede op- en aanmerkingen binnen een termijn van dertig dagen na de ontvangst van het advies. In dat geval, onderzoekt de Commissie het dossier opnieuw. Op aanvraag van de aanvrager of van de Commissie kan hij door de Commissie gehoord worden om alle nuttige informatie te verstrekken. Behoudens in geval van spoed wordt de aanvrager minstens veertien dagen vóór de vergadering waarop zijn dossier opnieuw wordt onderzocht, hierover ingelicht.

De kandidaat kan zich laten bijstaan door een raadsman. Indien de aanvrager niet verschijnt, kan de Commissie uitspraak doen op stukken. Bij degelijk met redenen omklede afwezigheid wordt een nieuwe datum voor de hoorzitting bepaald.

De Commissie kan haar oorspronkelijke advies behouden of een nieuw advies uitbrengen op basis van de nieuwe elementen.

§ 3. De Minister of zijn afgevaardigde neemt een beslissing op basis van het laatste advies van de Commissie.

§ 4. De Administratie deelt de aanvrager de beslissing van de Minister of van zijn afgevaardigde mee binnen een termijn van dertig dagen. Wanneer de beslissing negatief is, wordt deze bij aangetekende brief aan de aanvrager meegegeed.

Art. 12. De voorlopige erkenning neemt een aanvang op de datum van aanvraag om goedkeuring van het stageplan. De poststempel geldt als bewijs.

Zodra het stageplan goedgekeurd wordt, wordt de kandidaat ingeschreven op de lijst van de ziekenhuisapothekers die voorlopig erkend worden.

De voorlopig erkende ziekenhuisapotheker wordt op de hoogte gebracht van de datum van de aanvang van zijn erkenning alsook van zijn inschrijving op de lijst bedoeld bij het tweede lid.

De voorlopige erkenning is geldig voor een periode van drie jaar en kan één keer maximum verlengd worden door de Minister of zijn afgevaardigde voor een nieuwe periode van drie jaar, na advies van de Commissie. Daartoe, richt de kandidaat zijn aanvraag aan de Administratie per met redenen omklede brief, samen met het stageplan alsook de stageovereenkomst gesloten met de stagemeeester en de stagedienst, voor de periode van de verlenging.

De Administratie bericht ontvangst van de aanvraag om verlenging binnen een termijn van dertig dagen.

De bepalingen van de artikelen 8 tot 11 zijn mutatis mutandis van toepassing op de aanvragen om verlenging van de voorlopige erkenning.

Afdeling 2. — Stage

Art. 13. Het stageplan kan enkel gewijzigd worden mits de voorafgaande goedkeuring door de Minister of zijn afgevaardigde.

De aanvraag om wijziging van het stageplan wordt ingediend bij de Administratie ofwel door de toezending van een formulier waarvan het model als bijlage II bij dit besluit wordt opgenomen, ofwel bij aangetekend schrijven ofwel elektronisch volgens het door de Administratie ter beschikking gestelde procédé.

De bepalingen van de artikelen 8 tot 11 zijn van overeenkomstige toepassing op de aanvragen om wijziging van het stageplan.

Na advies van de Commissie neemt de Minister of zijn afgevaardigde zijn beslissing.

Art. 14. De stageovereenkomst kan niet eenzijdig gewijzigd worden noch door de stagemeeester, noch door de voorlopig erkende ziekenhuisapotheker.

Art. 15. § 1. De stage wordt ononderbroken verwezenlijkt.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, kan de Minister of zijn afgevaardigde, in uitzonderlijke omstandigheden, een onderbreking toekennen na advies van de Commissie. Daartoe stuurt de stagiair aan de Administratie de aanvraag om onderbreking van de stage met vermelding van de redenen van de aanvraag. In geval van akkoordbevinding van de Minister, wordt de stage verlengd naar rata van de duur van de onderbreking.

§ 3. In ieder geval, heeft de stagiair recht in de loop van zijn werkelijke opleiding op een onderbreking zonder verlenging van de stage gedurende de wettelijke duur van het moederschapsverlof, zoals bepaald door de wet van 16 maart 1971 over de arbeid, alsook gedurende de wettelijke duur van het palliatieve verlof, zoals bepaald door de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen. In dit geval, wordt de stage verlengd naar rata van het deel van de onderbreking die de wettelijke duur van het verlof overschrijdt.

De stagiair heeft ook recht gedurende zijn werkelijke opleiding op een onderbreking om medische redenen. In dat geval, evalueert de Commissie de maximale duur van de onderbreking zonder verlenging van de stage.

In de gevallen bedoeld bij lid 1 en 2, geeft de stagiair aan de Administratie een medisch attest waarbij de redenen van de onderbreking worden vermeld.

§ 4. In de gevallen bedoeld bij de paragrafen 2 en 3, formuleert de stagiair, in overleg met zijn stagemeeester, een voorstel van stageverlenging voor het deel van de onderbreking dat de wettelijke duur van het moederschapsverlof of het palliatief verlof overschrijdt. Het voorstel tot verlenging wordt ter goedkeuring aan de Minister voorgelegd. Deze laatste neemt een beslissing na advies van de Commissie.

§ 5. De bepalingen van de artikelen 8 tot 11 zijn van overeenkomstige toepassing op de aanvragen om onderbreking en verlenging van de stage.

Art. 16. Minstens één maal om het jaar, binnen de drie maanden na de verjaardatum van de stageaanvang, dient de stagemeeester bij de Minister een stageverslag in alsook een evaluatieverslag.

Wanneer de stagemeeester het stageverslag niet indient binnen de termijnen bedoeld bij het eerste lid, kan de Commissie één of meerdere leden van de Commissie en een ambtenaar van de Administratie aanwijzen om een onderzoek te voeren. In voorkomend geval, kan deze opdracht ter plaatste gevoerd worden.

Het stageverslag alsook het evaluatieverslag worden aan de Administratie overgezonden ofwel bij aangetekend schrijven ofwel elektronisch volgens het door de Administratie ter beschikking gestelde procédé.

Art. 17. Indien de stagemeeester tijdens de lopende stageperiode of op het einde van deze periode oordeelt dat de kandidaat niet in staat is om het ambt van ziekenhuisapotheker uit te oefenen, bericht hij de stagiair en de Commissie ervan, met vermelding van de redenen waarop zijn beoordeling steunt.

De Commissie hoort beide partijen. Indien de partijen behoorlijk opgeroepen werden en één of andere partij niet verschijnt, neemt de Commissie haar beslissing op basis van de stukken. In geval van met redenen omklede afwezigheid, wordt een nieuwe datum voor de hoorzitting bepaald.

Indien de stagemeeester zijn standpunt behoudt, belast de Commissie binnen de zestig dagen na de hoorzitting één of meerdere van haar leden en een ambtenaar van de Administratie met een onderzoek. In voorkomend geval, kan deze opdracht ter plaatse worden gevoerd.

Na kennis te hebben genomen van het onderzoeksverslag, verleent de Commissie ofwel een advies tot beëindiging van de stage of een deel van de stage, ofwel het advies tot verandering van stagemeeester. In dit laatste geval, vermeldt ze de mate in welke de stage bij de eerste stagemeeester in de berekening van de totale duur van de stage in rekening zal worden gebracht.

De Commissie deelt binnen de dertig dagen haar advies aan de stagemeeester en aan de kandidaat mede. De Minister of zijn afgevaardigde neemt zijn beslissing.

Wanneer de Minister beslist van stagemeeester te veranderen, stelt de kandidaat en nieuwe stagemeeester voor. In overeenstemming met de nieuwe stagemeeester, legt de kandidaat een wijziging van het stageplan ter goedkeuring aan de Minister of zijn afgevaardigde voor na advies van de Commissie.

Deze wijziging wordt aan de Administratie gestuurd ofwel via het formulier als bijlage II bij dit besluit, ofwel elektronisch volgens het door de Administratie ter beschikking gestelde procédé.

De bepalingen van de artikelen 8 tot 11 zijn van overeenkomstige toepassing op de aanvragen om wijziging van het stageplan als gevolg van de verandering van stagemeeester.

Indien de nieuwe stagemeeester na de uitvoering van het gewijzigde stageplan een ongunstig advies uitbrengt, stelt de Minister of zijn afgevaardigde een eind aan de opleiding van de kandidaat zonder onderzoeksprocedure en verliest deze laatste zijn voorlopige erkenning. De Administratie geeft er bericht van aan de kandidaat binnen de dertig dagen via een aangetekend schrijven.

Afdeling 3. — Volledige erkenning

Art. 18. De aanvraag om volledige erkenning die ertoe strekt de bijzondere beroepstitel te voeren van ziekenhuisapotheker wordt gericht aan de Administratie door de toezending van het formulier waarvan het model als bijlage III bij dit besluit wordt opgenomen, ofwel elektronisch volgens het door de Administratie ter beschikking gestelde procédé.

De volledige erkenning wordt ten laatste binnen de drie maanden voorafgaand aan het einde van de stage bedoeld bij artikel 8 aangevraagd. In geval van laattijdigheid, wordt de stage verlengd en moet de kandidaat een wijziging van het stageplan indienen overeenkomstig artikel 13.

In afwijking van het vorige lid, wordt de migrant bedoeld bij artikel 103 van de wet die zijn stage niet in België heeft gedaan niet ertoe gehouden een termijn in acht te nemen voor de indiening van een aanvraag om volledige erkenning.

De aanvraag om volledige erkenning gaat samen met enig verantwoordingsstuk waarbij gestaafd wordt dat de kandidaat aan de erkenningscriteria voldoet.

De Administratie bericht ontvangst van de aanvraag om erkenning binnen een termijn van dertig dagen.

Art. 19. § 1. Wanneer het dossier volledig is, zendt de Administratie het om advies aan de Erkenningscommissie over.

§ 2. Wanneer het dossier onvolledig is, vraagt de Administratie aan de aanvrager de ontbrekende documenten te bezorgen. Indien de aanvrager binnen de drie maanden van de aanvraag de ontbrekende documenten niet voorlegt om zijn dossier te vervolledigen, kan de Administratie de aanvraag sluiten en geeft aan de aanvrager er bericht van per aangetekend schrijven.

§ 3. De Commissie onderzoekt het aanvraagdossier op basis van de voorwaarden bepaald bij artikel 12 van het ministerieel besluit van 22 oktober 2012 tot vaststelling van de erkenningscriteria voor de bijzondere beroepstitel van ziekenhuisapotheker.

Met het oog op de evaluatie bedoeld bij het vorige lid berust de Commissie op:

- 1° de stageverslagen en de erbij horende verantwoordingsstukken;
- 2° de met redenen omklede evaluatieverslagen opgesteld door de stagemeeester(s) over de organisatie, de werking en de evaluatie van de stagiair;
- 3° de stageboeken;
- 4° het diploma specialisatiemaster ziekenhuisapotheek.

Art. 20. De Commissie spreekt zich uit over de aanvraag om erkenning binnen de zestig dagen vanaf de ontvangst van het volledige dossier door de Administratie.

De Commissie beslist op basis van stukken. Als ze acht dat ze niet voldoende aantonen dat de vereiste voorwaarden vervuld zijn, kan ze beslissen het advies te verdagen. In dat geval vraagt ze aan de aanvrager aanvullende elementen en kan ze de aanvrager horen gedurende één van haar komende vergaderingen.

De Administratie deelt deze beslissing aan de aanvrager mede binnen een termijn van dertig dagen. Behoudens bij noodgevallen, wordt de aanvrager uitgenodigd minstens veertien dagen vóór de vergadering gedurende welke zijn dossier opnieuw onderzocht zal worden.

De kandidaat kan zich door een raadsman laten bijstaan. Als de kandidaat, die behoorlijk wordt opgeroepen, niet verschijnt, beslist de Commissie op basis van de stukken. In geval van een behoorlijk met redenen omklede afwezigheid, wordt een nieuwe datum van hoorzitting bepaald.

Art. 21. § 1. Als de Commissie een gunstig advies geeft, beslist de Minister of zijn afgevaardigde op basis van dit advies.

Als de Commissie een ongunstig advies geeft, wordt de kandidaat door de Administratie ervan op de hoogte gesteld, bij aangetekend schrijven, binnen een termijn van dertig dagen na de ontvangst van het advies.

§ 2. Wanneer de aanvrager het ongunstig advies van de Commissie niet betwist, beslist de Minister of zijn afgevaardigde over de aanvraag van de kandidaat.

§ 3. In geval van betwisting van het ongunstig advies van de Commissie, kan de kandidaat een nota aan de Administratie laten worden met zijn met redenen omklede op- en aanmerkingen binnen een termijn van dertig dagen na de ontvangst van het advies. In dat geval, onderzoekt de Commissie het dossier opnieuw. Op aanvraag van de kandidaat of van de Commissie, wordt de aanvrager gehoord door de Commissie om alle nuttige inlichtingen mee te delen. Behoudens noodgeval, wordt hij ingelicht minstens veertien dagen voor de vergadering tijdens welke zijn dossier opnieuw onderzocht zal worden.

De kandidaat kan zich door een raadsman laten bijstaan. Als hij niet verschijnt, beslist de Commissie op basis van de stukken. In geval van een behoorlijk met redenen omklede afwezigheid, wordt een nieuwe datum van hoorzitting bepaald.

De Commissie kan haar oorspronkelijke advies behouden of een nieuw advies uitbrengen op basis van de nieuwe elementen.

De Minister of zijn afgevaardigde beslist over de aanvraag van de aanvrager op basis van het laatste advies van de Commissie.

Art. 22. De Administratie deelt aan de aanvrager de beslissing mede van de Minister of van zijn afgevaardigde binnen een termijn van dertig dagen. Wanneer de beslissing negatief is, wordt deze via aangetekend schrijven aan de aanvrager meegedeeld.

Art. 23. De volledige erkenning van de bijzondere beroepstitel van ziekenhuisapotheker wordt voor een hernieuwbare periode van vijf jaar uitgereikt.

Behoudens de gevallen bedoeld bij de artikelen 25, tweede lid, en 31, kan de volledige erkenning enkel één keer uitgereikt worden.

Art. 24. De ziekenhuisapotheker die een volledige erkenning krijgt van de bijzondere beroepstitel van ziekenhuisapotheker wordt door de Administratie op de lijst van de volledig erkende ziekenhuisapothekers opgenomen. Hij krijgt in dat geval een attest waarbij gestaafd wordt dat hij over een volledige erkenning beschikt met vermelding van de datum van de inwerkingtreding van de erkenning.

Afdeling 4. — Verlenging van de erkenning

Art. 25. De aanvraag om verlenging van de volledige erkenning die ertoe strekt de bijzondere beroepstitel te voeren van ziekenhuisapotheker wordt ingediend zes maanden vóór het verstrijken van de erkenning door de toezending van het formulier waarvan het model als bijlage IV bij dit besluit wordt opgenomen, ofwel per aangetekend schrijven ofwel elektronisch volgens het door de Administratie ter beschikking gestelde procédé.

In afwijking van het vorige lid, kan de Minister of zijn afgevaardigde, na advies van de Commissie, een nieuwe volledige erkenning toekennen zelfs als de ziekenhuisapotheker zijn aanvraag om erkenning niet ingediend heeft binnen de toegestane termijn. Daartoe moet de ziekenhuisapotheker een met redenen omklede aanvraag bij de Minister indienen. De Minister of zijn afgevaardigde zal, in voorkomend geval, de toekenning van de nieuwe volledige erkenning laten afhangen van het volgen van het volledige ad hoc opleidingsprogramma.

De aanvraag om verlenging gaat samen met enig bewijsstuk waarbij gestaafd wordt dat de kandidaat aan de verlengingscriteria voldoet, bepaald bij de artikelen 14 tot 16 van het ministerieel besluit van 22 oktober 2012 tot vaststelling van de erkenningscriteria voor de bijzondere beroepstitel van ziekenhuisapotheker.

De Administratie meldt ontvangst van de aanvraag om verlenging binnen een termijn van dertig dagen.

Art. 26. Wanneer het dossier volledig is, zendt de Administratie om advies de aanvraag om verlenging van de volledige erkenning die ertoe strekt de bijzondere beroepstitel te voeren van ziekenhuisapotheker aan de Commissie over.

Wanneer het dossier onvolledig is, vraagt de Administratie aan de aanvrager de ontbrekende documenten te bezorgen. Indien de aanvrager binnen de drie maanden van de aanvraag de ontbrekende documenten niet voorlegt om zijn dossier te vervolledigen, kan de Administratie de aanvraag sluiten en geeft aan de aanvrager er bericht van per aangetekend schrijven.

Art. 27. § 1. De Commissie spreekt zich uit over de aanvraag om verlenging van de volledige erkenning binnen de zestig dagen vanaf de ontvangst van het volledige dossier door de Administratie.

Als de Commissie een gunstig advies geeft, beslist de Minister of zijn afgevaardigde op basis van dit advies.

Als de Commissie een ongunstig advies geeft, wordt de betrokkene door de Administratie ervan op de hoogte gesteld, bij aangetekend schrijven, binnen een termijn van dertig dagen na de ontvangst van het advies.

Wanneer de betrokkene het ongunstig advies van de Commissie niet betwist, beslist de Minister of zijn afgevaardigde over de aanvraag om erkenning.

§ 2. In geval van betwisting van het ongunstig advies van de Commissie, kan de betrokkene een nota aan de Administratie laten worden met zijn met redenen omklede op- en aanmerkingen binnen een termijn van dertig dagen na de ontvangst van het advies. In dat geval, onderzoekt de Commissie het dossier opnieuw. Op aanvraag van de betrokkene of van de Commissie, wordt de aanvrager gehoord door de Commissie om nuttige inlichtingen mee te delen. Behoudens noodgeval, wordt hij ingelicht minstens veertien dagen vóór de vergadering tijdens welke zijn dossier opnieuw onderzocht zal worden.

De betrokkene kan zich door een raadsman laten bijstaan. Als hij niet verschijnt, beslist de Commissie op basis van de stukken. In geval van een behoorlijk met redenen omklede afwezigheid, wordt een nieuwe datum van hoorzitting bepaald.

De Commissie kan haar oorspronkelijke advies behouden of een nieuw advies uitbrengen op basis van de nieuwe elementen.

De Minister of zijn afgevaardigde beslist over de aanvraag op basis van het laatste advies van de Commissie.

Art. 28. De Administratie deelt aan de aanvrager de beslissing mede van de Minister of van zijn afgevaardigde binnen een termijn van dertig dagen. Wanneer de beslissing negatief is, wordt deze via aangetekend schrijven aan de aanvrager meegedeeld.

Art. 29. De verlenging van de volledige erkenning van de bijzondere beroepstitel van ziekenhuisapotheker wordt voor een hernieuwbare periode van vijf jaar uitgereikt.

Afdeling 4. — Afstand en intrekking van de erkenning

Art. 30. De ziekenhuisapotheker die niet meer wenst de erkenning te genieten, wordt ertoe gehouden de Administratie ervan schriftelijk te verwittigen. In dat geval trekt de Minister of zijn afgevaardigde de erkenning in.

De Administratie brengt er de betrokkene per aangetekend schrijven op de hoogte van binnen een termijn van dertig dagen.

Art. 31. § 1. Wanneer de ziekenhuisapotheker niet meer aan de erkenningsvoorwaarden voldoet, trekt de Minister of zijn afgevaardigde de erkenning in ofwel op eigen initiatief ofwel op het voorstel van de Commissie.

Alvorens elke maatregel tot intrekking van de erkenning te treffen, bericht de Administratie de betrokkene ervan per aangetekend schrijven en vraagt het advies van de Commissie aan.

Wanneer de betrokkene niet betwist, neemt de Commissie haar beslissing op basis van de stukken.

In geval van betwisting, deelt de betrokkene aan de Administratie zijn op- en aanmerkingen binnen een termijn van dertig dagen na de ontvangst van het aangetekend schrijven mee. De Commissie onderzoekt dan het dossier.

Op de aanvraag van de betrokkene of die van de Commissie, wordt de betrokkene gehoord door de Commissie om elk nuttig geachte informatie mee te delen. Behoudens noodgeval, wordt de betrokkene minstens veertien dagen vóór de vergadering gedurende welke zijn dossier opnieuw onderzocht zal worden, ervan verwittigd.

De betrokkene kan zich door een raadsman laten bijstaan. Als hij niet verschijnt, beslist de Commissie op basis van de stukken. In geval van een behoorlijk met redenen omklede afwezigheid, wordt een nieuwe datum van hoorzitting bepaald.

Op zijn aanvraag of op die van zijn raadsman, kan de betrokkene toegang krijgen tot zijn administratieve dossier binnen de termijn waarover hij beschikt krachtens paragraaf 1, vierde en vijfde lid.

De Minister of zijn afgevaardigde beslist over de aanvraag van de aanvrager op basis van het advies van de Commissie.

§ 2. De Administratie deelt aan de aanvrager de beslissing mede van de Minister of van zijn afgevaardigde binnen een termijn van dertig dagen. Wanneer de beslissing negatief is, wordt deze via aangetekend schrijven aan de aanvrager meegedeeld.

Art. 32. De ziekenhuisapotheker die van zijn erkenning afstand heeft gedaan overeenkomstig artikel 30 of van wie de erkenning werd ingetrokken, kan binnen de vijf jaar na de afstand of de intrekking een nieuwe aanvraag om erkenning indienen overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk 3, afdeling 3.

De Minister of zijn afgevaardigde kan, in voorkomend geval, de nieuwe volledige erkenning laten afhangen van het volgen van een volledig ad hoc opleidingsprogramma.

HOOFDSTUK 5. — Slotbepalingen

Art. 33. De adviezen uitgebracht betreffende de zaak geregeld bij dit besluit door de Franstalige leden van de Erkenningscommissie voor de ziekenhuisapothekers bedoeld bij artikel 31 van het koninklijk besluit van 22 oktober 2012 tot vaststelling van de procedure voor de erkenning van de bijzondere beroepstitel van ziekenhuisapotheker tussen 1 januari 2016 en de datum van benoeming van de leden bedoeld bij artikel 4 van dit besluit, worden geacht, uitgebracht te zijn door de Commissie ingesteld in hoofdstuk 2 van dit besluit.

Art. 34. De dossiers die reeds onderzocht waren op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, worden behandeld overeenkomstig dit besluit.

Art. 35. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 22 oktober 2012 tot vaststelling van de procedure voor de erkenning van de bijzondere beroepstitel van ziekenhuisapotheker, wordt het punt 1° opgeheven.

Art. 36. In hetzelfde besluit, wordt hoofdstuk 2, waarin de artikelen 4 tot 21 worden vervat, opgeheven.

Art. 37. In artikel 34 van hetzelfde besluit, worden de punten 1° en 2° opgeheven.

Art. 38. De artikelen 37 en 38 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 39. De artikelen 46 tot 49 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 40. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Art. 41. De Minister bevoegd voor de erkenning van de zorgverleningsberoepen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 maart 2017.

De Minister-president,
R. DEMOTTE